

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

NÎMES, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA)

Les Bracoules et Le Roc Plan
30210 Vers-Pont-du-Gard

Référence : 2024-04-169
Code AIOT : 0006600821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) implanté aux lieux-dits Les Bracoules et Le Roc Plan 30210 Vers-Pont-du-Gard. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA)
- Les Bracoules et Le Roc Plan 30210 Vers-Pont-du-Gard
- Code AIOT : 0006600821
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de pierres de taille calcaire. Cette activité est réalisée par campagnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Signalisation, accès, zones dangereuses | Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2.1.2.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 14 | Plan | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 15 | Plan de gestion des déchets d'extraction | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Consistance des installations autorisées | Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 1.3.3 | Sans objet |
| 3 | Repères de nivellement et de bornage | Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2.1.2.3 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 4 | Bilan environnemental annuel | Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2.6.1 | Sans objet |
| 5 | Prélèvements et consommations d'eau | Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.1 | Sans objet |
| 6 | Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.4 | Sans objet |
| 7 | Contrôle des accès | Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 7.1.4 | Sans objet |
| 8 | Desserte de la carrière | AP Complémentaire du 08/12/2021, article 1 | Sans objet |
| 9 | Situation de l'établissement | AP Complémentaire du 25/10/2023, article 3 | Sans objet |
| 10 | Montant des garanties financières | AP Complémentaire du 25/10/2023, article 4 | Sans objet |
| 11 | Document attestant de la constitution de garanties financières | AP Complémentaire du 25/10/2023, article 5 | Sans objet |
| 12 | Maîtrise foncière | AP Complémentaire du 25/10/2023, article 6 | Sans objet |
| 13 | Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient de souligner le bon entretien du site.

L'inspection a constaté quelques manquements, majoritairement documentaires, quant au respect des prescriptions réglementaires contrôlées. Toutefois, ces manquements n'engagent pas la sécurité du site et dont le retour à la conformité peut être rapide.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 1.3.3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées |
| Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <u>Exploitation de roche massive calcaire</u> Les caractéristiques de la carrière de roche massive calcaire, sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- une surface totale de 3 ha 38 a 40 ca comprenant une zone d'extraction de 9000 m² environ,- un volume du gisement à exploiter de 62 320 m³ (d=1,9) soit 118 408 t,- une côte de fond de 66 m NGF,- une production moyenne annuelle de 2000 m³ soit 3800 t,- une production maximale annuelle de 3000 m³ soit 5700 t,- une épaisseur maximale du gisement exploité de 15 m,- une durée de 30 ans. <u>Autres installations</u> Une <u>station de transit de matériaux</u> extraits est exploitée sur le site. La superficie de l'aire de transit est estimée à 8 300 m ² . Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté. |
| Constats : L'inspection a pu vérifier que les installations autorisées sont conformes à la description qui en sont faites. La côte minimale d'extraction, limitée à 66 m NGF, est bien respectée comme l'inspection a pu le constater sur le plan d'exploitation actualisé le 11/09/2023 et réalisé par le Cabinet LESENNE / MARTINEZ. Le tonnage annuel extrait en 2023 s'élève à 471 m ³ . |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Signalisation, accès, zones dangereuses

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2.1.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation, accès, zones dangereuses |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Il doit maintenir en état voire, si nécessaire, renforcer les protections physiques (affichage, grillages, murs de blocs de pierre, ...) qui interdisent l'accès au site, notamment au niveau des fronts de taille laissés en l'état qui représentent un risque de chute de plusieurs mètres. Les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. |
| Constats : L'inspection a vérifié sur site l'implantation des panneaux suivants : <ul style="list-style-type: none">- panneau avec identité, référence de l'autorisation, etc mis en place sur l'unique voie d'accès à la carrière,- des panneaux "ATTENTION CHANTIER" en nombre suffisant, côté extérieur du périmètre ICPE autorisé. L'inspection a constaté un site intégralement clos par la présence de clôture et/ou blocs de pierre de taille et/ou végétation très dense (ronces essentiellement), empêchant un accès facilité aux zones dangereuses depuis l'extérieur du site. L'inspection recommande de rajouter quelques panneaux précisant l'INTERDICTION d'accès sur site en limite de périmètre ICPE. L'exploitant s'est engagé à renforcer la signalisation du danger sur le chemin d'accès aux abords des travaux, au niveau de la zone en exploitation, en particulier à proximité immédiate du fond de fouille, l'accès étant protégé par des barrières et des blocs de pierre. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Repères de nivellement et de bornage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2.1.2.3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Repères de nivellement et de bornage |
| Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert: l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, - des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| Constats : Les bornes relatives au périmètre de l'autorisation ainsi que les bornes de nivellement sont bien présentes sur site et reportées sur le plan d'exploitation actualisé le 11/09/2023 et réalisé par le Cabinet LESENNE / MARTINEZ. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Bilan environnemental annuel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2.6.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Bilan environnemental annuel |
| Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente, en ce qui concerne notamment les utilisations d'eau (le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées) ainsi que - le cas échéant - la masse annuelle des émissions de polluants. L'exploitant transmet, dans le même délai, par voie électronique, à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a finalisé et transmis à l'inspection sa déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, au titre de l'année 2023. Cette déclaration a été validée par l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau

Prescription contrôlée :

Origine des approvisionnements en eau

Il n'y a pas de besoin en eau spécifique au sein du périmètre administratif retenu à l'exception de l'arrosage des pistes qui est alimenté par un approvisionnement extérieur au site.

Il n'y a pas de réseau d'alimentation en AEP sur le site.

L'approvisionnement en eau potable du personnel se fait par distribution de bouteilles d'eau potable.

Constats :

L'inspection a constaté :

- la présence d'une cuve à eau permettant - si besoin - l'arrosage des pistes,
- l'absence de raccordement au réseau AEP,
- l'approvisionnement en eau potable du personnel par distribution de bouteilles d'eau potable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Autres dispositions

Prescription contrôlée :

La côte de fond sollicitée dans le cadre du projet est de 66 m NGF soit 14 m en dessous du terrain naturel. D'après l'étude, en l'état actuel des connaissances et en l'absence de piézomètre, le niveau théorique de l'aquifère concerné est estimé entre 60 et 65 m NGF au droit du site de la carrière lorsqu'il est présent. La côte d'extraction minimale correspondant à la nouvelle demande se situe au-dessus de la cote estimée de plus hautes eaux.

Les dispositions suivantes sont prises pour prévenir l'occurrence de pollutions :

- . eaux de ruissellement confinées au sein des zones d'extraction puis infiltration - pas de rejet dans le milieu naturel,
- . clôture du site,
- . vérification et entretien régulier du matériel et des engins,
- . contrôle rigoureux des entrées effectué sur les apports de matériaux inertes extérieurs,
- . aucun entretien des véhicules ne sera réalisé sur le site pour éviter tout risque de pollution,
- . les déchets seront stockés sélectivement dans des bennes ou fûts pour être éliminés.
- . les déchets industriels spéciaux seront confiés à des entreprises spécialisées pour leurs éliminations,
- . les eaux usées sanitaires sont évacuées dans des dispositifs d'assainissement autonomes existants dans la taillerie mitoyenne (fosses septiques associées à un lit d'épandages en respect des normes en vigueur),
- . remblaiement progressif en coordination avec le phasage d'exploitation des carrières.

Le plein du chargeur n'est pas effectué sur le site d'extraction.

Des kits de dépollution sont disponibles sur le site permettant de récupérer et contenir des hydrocarbures accidentellement épandus sur le sol ou dans l'eau.

Seules les interventions nécessaires aux réparations, ne permettant pas le transport, suite à un incident mécanique (rupture d'un flexible hydraulique par exemple) sont réalisées sur le lieu même de l'incident :

- . les liquides polluants accidentellement répandus sont absorbés le plus rapidement possible afin d'éviter leur infiltration. Chaque engin, est équipé à cette fin de kits anti-pollution,
- . le personnel est formé à leur utilisation.

Le respect de ces préconisations limitera le risque de pollution du sous-sol, et permettra d'éviter que des polluants éventuels ne se retrouvent dans les eaux souterraines.

Constats :

L'inspection a constaté :

- le respect de la côte minimale d'extraction, limitée à 66 m NGF (cf plan d'exploitation actualisé le 11/09/2023 vérifié au point de contrôle n°1),
- le confinement des eaux de ruissellement au sein des zones d'extraction pour infiltration,
- un site clôturé,
- la vérification et l'entretien régulier du matériel et des engins utilisés au sein du périmètre carrière,
- le stockage et l'entretien des engins au niveau de la taillerie, hors périmètre carrière,
- la réalisation du plein du chargeur au niveau de la taillerie, hors périmètre carrière,
- la présence de kits de dépollution à l'utilisation desquels le personnel a été formé.

L'exploitant a précisé à l'inspection que certaines prescriptions ne relèvent pas de la carrière mais de la taillerie, sise à proximité immédiate, non classée au titre des ICPE (puissance maximale de 66 kVA) :

- les déchets sont stockés sélectivement dans des bennes ou fûts pour être éliminés.
- les déchets industriels spéciaux (huiles par exemple) sont confiés à des entreprises spécialisées pour leurs éliminations,
- les eaux usées sanitaires sont évacuées dans des dispositifs d'assainissement autonomes de la taillerie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des accès

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 7.1.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès |
| Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. L'accès au site devra se faire d'ici fin 2017 uniquement par la voie de desserte des carrières située au nord de la commune. |
| Constats : L'inspection a vérifié que : <ul style="list-style-type: none">- le site est intégralement clos (présence de clôture et/ou blocs de pierre de taille et/ou végétation très dense ne permettant aucun accès par des tiers),- il existe une unique voie d'accès au site, avec accès réglementé (portail fermé en dehors des jours et heures ouvrables). Quant à l'accès au site par la voie de desserte des carrières située au Nord de la commune, cette prescription s'avère être caduque, l'accès s'effectuant par le Sud de la commune tel que prescrit par l'article 1 de l'APC n° 2021-084 DREAL du 8/12/2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Desserte de la carrière

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2021, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Desserte de la carrière |
| Prescription contrôlée : L'article 2.1.1.8 de l'arrêté préfectoral n°17-090N du 17 juillet 2017 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : <i>L'accès à la carrière s'effectue par le Sud.</i> <i>Au cas où l'accès par le Sud serait abandonné ou en cas d'augmentation du trafic routier généré par la carrière, l'exploitant en informe le préfet.</i> |
| Constats : L'inspection a vérifié que l'accès au site s'effectue par le Sud de la commune de Vers-Pont-du-Gard. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2023, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Situation de l'établissement

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'article 1.3.2 de l'arrêté d'autorisation n° 17-090N du 17 juillet 2017 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Les installations autorisées sont situées sur la commune de VERS-PONT-DU-GARD, lieux-dits et parcelles suivants :

| Lieu-dit Section | Parcelle | Statut | Surface cadastrale totale (m ²) | Surface cadastrale autorisée (m ²) | Propriétaire |
|----------------------------|----------|-----------------------|---|--|----------------------|
| Les Bracoules Section A | 979p | Renouvellement | 4080 | 2400 | SCI LES CARRIERES |
| Les Bracoules Section A | 980 | Renouvellement | 2840 | 2840 | SCI LES CARRIERES |
| Les Bracoules Section A | 981 | Extension | 185 | 185 | SCI LES CARRIERES |
| Les Bracoules Section A | 982 | Renouvellement | 1570 | 1570 | SCI LES CARRIERES |
| Les Bracoules Section A | 1619p | Renouvellement | 17908 | 11300 | Mairie |
| Les Bracoules Section A | 1777 | Extension | 320 | 320 | SCI LES CARRIERES |
| Les Bracoules Section A | 1795p | Extension | 5650 | 1750 | Mairie |
| Les Bracoules Section A | 1796 | Extension | 430 | 430 | SCI LES CARRIERES |
| Les Bracoules Section A | 1798 | Extension | 300 | 300 | SCI LES CARRIERES |
| Les Bracoules Section A | 1800 | Renouvellement | 8600 | 8600 | SCI LES CARRIERES |
| Le Roc Plan Section A | 126 | Extension | 4110 | 4110 | SCI LES CARRIERES |
| Le Roc Plan Section A | 1776 | Extension | 35 | 35 | SCI LES CARRIERES |
| | | Surface totale | 46028 m² | 33840 m² | |

Un plan cadastral au 1/2000e est annexé à l'arrêté l'arrêté préfectoral n° 17-090N du 17 juillet 2017 susvisé (annexe I).

Constats :

La carrière et la station de transit sont situées sur les parcelles dûment autorisées du territoire communal de Vers-Pont-du-Gard.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Montant des garanties financières**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/10/2023, article 4**Thème(s) :** Situation administrative, Montant des garanties financières**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 1.5.2 de l'arrêté d'autorisation n° 17-090N du 17 juillet 2017 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Les montants minimum retenus par l'exploitant pour la constitution des garanties financières sont indiqués ci-dessous :

| Phase d'exploitation | Période | Montant en € TTC |
|-----------------------------------|---|------------------|
| Phase quinquennale n°1 (échue) | 0 - 5 ans | 34 723 * |
| Phase quinquennale n°2 (échue) | 5 - 10 ans (juillet 2022 - date de notification nouvel AP de transfert d'autorisation) | 42 787 ** |
| Phase quinquennale n°2 (en cours) | 5 - 10 ans (date de notification nouvel AP de transfert d'autorisation - juillet 2027) | 44 124,30 *** |
| Phase quinquennale n°3 | 10 - 15 ans (juillet 2027 - juillet 2032) | 35 140,10 *** |
| Phase quinquennale n°4 | 15 - 20 ans (juillet 2032 - juillet 2037) | 38 568,60 *** |
| Phase quinquennale n°5 | 20 - 25 ans (juillet 2037 - juillet 2042) | 38 797,30 *** |
| Phase quinquennale n°6 | 25 - 30 ans (juillet 2042 - juillet 2047) | 28 536 *** |

* index TP01 = 101,2 (mai 2016 publié au JO du 13/08/2016)

** montant actualisé avec index TP01 = 124,7 (mars 2022 publié au Jo du 14/05/2022)

*** La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières actualisées à compter de la date de notification du présent arrêté, est 128,6 (juillet 2023, publié au J.O. du 16/09/2023).

Les plans des garanties financières correspondant aux phases mentionnées ci-dessus sont joints en annexes IX à XIV de l'arrêté préfectoral n° 17-090N du 17 juillet 2017 susvisé.

Constats :

L'exploitant a pu justifier de l'acte de cautionnement ATRADIUS daté du 22/11/2023 pour un montant de 44 125 € pour la période allant jusqu'au 31/07/2027.

Cet acte de cautionnement correspond à la deuxième phase quinquennale, en cours d'exploitation, et est basé sur les éléments du PAC déposé en août 2023, acté par la présente prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Document attestant de la constitution de garanties financières

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2023, article 5 |
| Thème(s) : Situation administrative, Document attestant de la constitution de garanties financières |
| Prescription contrôlée : Dans les conditions prévues par le présent arrêté, la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) transmet au Préfet un document attestant la constitution des garanties financières de la phase quinquennale en cours, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement actualisé avec le dernier indice TP01 en vigueur lors de l'établissement de l'acte de cautionnement. Cet acte doit être transmis dans un délai maximal de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Constats : L'acte de cautionnement ATRADIUS daté du 22/11/2023 pour un montant de 44 125 € pour la période allant jusqu'au 31/07/2027, a été transmis à M. le Préfet du Gard, dans le délai prescrit. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Maîtrise foncière

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2023, article 6 |
| Thème(s) : Situation administrative, Maîtrise foncière |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit justifier de la maîtrise foncière des 12 parcelles concernées par le périmètre ICPE autorisé et listées à l'article 3 du présent arrêté. Les attestations de maîtrise foncière entre la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) et le(s) propriétaire(s) concernés doivent être transmises au Préfet dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Constats : Des attestations de maîtrise foncière entre, d'une part la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) et les propriétaires de la SCI LES CARRIERES et, d'autre part la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) et la commune de Vers-Pont-du-Gard, ont été transmis à M. le Préfet dans le délai prescrit. La maîtrise foncière des 12 parcelles concernées par le périmètre ICPE autorisé, est justifiée. L'inspection a toutefois attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que le bail de location entre la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) et la commune de Vers-Pont-du-Gard, pour les 2 parcelles concernées par l'autorisation environnementale (parcelles cadastrées 1619pp et 1795pp) ne couvre pas l'intégralité de la période autorisée ; en effet, la durée de l'autorisation inscrite dans le bail de location expire au 31/05/2044 alors que l'autorisation environnementale échoit en juillet 2047. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Prescription contrôlée :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :

- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;
- à la récupération et au traitement des lixiviats ;
- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses.

En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.

Constats :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes (terres de découverte et déchets de pierre) sont gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution des terrains agricoles voisins et des eaux superficielles et souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15

Thème(s) : Situation administrative, Plan

Prescription contrôlée :

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection son plan d'exploitation actualisé le 11/09/2023 et réalisé par le Cabinet LESENNE / MARTINEZ.

L'exploitant s'est engagé à actualiser ce plan en y reportant l'ensemble des informations réglementaires (limites du périmètre ICPE autorisé ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, bords de la fouille, davantage de côtes altimétriques des points significatifs, zones remises en état, bornes, etc).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Aucun plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, n'a été fourni à l'inspection.

Selon l'exploitant, cela concerne les terres de découverte (codifiées 01 01 02 "déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères") ainsi que les déchets de pierre (codifiés 01 04 08 "déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07").

L'exploitant s'est engagé à réaliser puis à transmettre son plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, sous 3 mois.

L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan doit comprendre l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 16 bis de l'arrêté du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et que ce plan doit être transmis au Préfet (copie ICPE).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois